

1984, chapitre 60

LOI CONCERNANT LA VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE

Projet de loi 215

présenté par M. Luc Tremblay, député de Chambly

Présenté le 16 mai 1984

Principe adopté le 8 juin 1984

Adopté le 8 juin 1984

Sanctionné le 12 juin 1984

Entrée en vigueur: le 12 juin 1984

Loi modifiée:

Loi concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville (1959-1960, chapitre 157)



CHAPITRE 60

Loi concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville

[Sanctionnée le 12 juin 1984]

Préambule ATTENDU que la ville de Saint-Bruno-de-Montarville a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-19, a.
415, mod.
pour la ville

1. L'article 415 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville de Saint-Bruno-de-Montarville:

1° par l'insertion, après le paragraphe 11°, du suivant:

**Station-
nement**

« 11.1° Pour accorder, par règlement, le droit exclusif à certains groupes ou catégories de personnes de stationner leur véhicule sur la chaussée de certaines rues aux conditions énumérées dans le règlement; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 30°, du suivant:

**Station-
nement**

« 30.1° Pour réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destinés au stationnement, déterminés par règlement, après entente avec le propriétaire; »;

3° par le remplacement du paragraphe 31° par le suivant:

**Bicycles ou
bicyclettes**

« 31° Pour obliger tout propriétaire de bicycles ou de bicyclettes non motorisés à obtenir de la municipalité un permis permanent n'excédant pas cinq dollars. Pour prescrire l'obligation de tenir ce permis attaché à son véhicule de façon permanente et pour permettre à la

municipalité de conclure une entente avec un tiers pour qu'il délivre le permis et en perçoive le coût au nom de la municipalité; ce tiers et ses employés étant alors réputés être des fonctionnaires ou employés de la municipalité. Le permis prévu au présent article ne peut être aliéné; ».

c. C-19, a. 460, mod. pour la ville **2.** L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 25°, du suivant:

Articles autres que aliments « 26° Pour réglementer, autoriser par permis ou prohiber la vente d'articles autres que des aliments à l'extérieur d'un bâtiment permanent. ».

c. C-19, a. 463, mod. pour la ville **3.** L'article 463 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant:

Souillure du domaine public « 4.1° Pour obliger toute personne qui souille le domaine public à effectuer le nettoyage qui s'impose et pour décréter qu'en cas de contravention elle doit payer, en plus de l'amende, le coût du nettoyage effectué par la ville; ».

c. C-19, a. 617.1, aj. pour la ville **4.** Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 617, du suivant:

Ajournement « **617.1** Le greffier de la cour peut, en l'absence du juge de la Cour municipale, procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la cour, conformément à la loi; à cette fin, le greffier est réputé être juge de paix.

Signature Chaque fois que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la Cour municipale est requise légalement, son nom peut être gravé, lithographié ou imprimé. Toutefois, les mandats d'arrestation et de perquisition doivent porter la signature manuscrite du juge. ».

Règlements réputés en vigueur **5.** Les règlements adoptés par le conseil de la ville avant le 1^{er} janvier 1982, qui devaient être publiés conformément à la loi et qui n'ont pas été publiés, sont réputés être en vigueur et avoir force de loi depuis la date de leur adoption ou, le cas échéant, depuis celle de leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à une ou plusieurs approbations.

Authenticité Les règlements adoptés par le conseil de la ville avant le 1^{er} janvier 1982 et qui n'ont pas été signés conformément à la loi, sont réputés être authentiques depuis la date de leur entrée en vigueur, conformément à la Loi sur les cités et villes ou à la présente loi.

Validité des règlements Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre de ces règlements du fait qu'ils n'ont pas été signés ou publiés conformément à la loi.

Renvoi à la
loi

Le greffier doit inscrire dans le livre des règlements du conseil de la ville, à la suite de chaque règlement visé par les premier et deuxième alinéas, un renvoi à la présente loi.

Jugement et
cause pen-
dante non
affectés

La rétroactivité du présent article n'affecte pas un jugement rendu avant le 24 mai 1984 ni une cause pendante à cette date.

1959-1960,
c. 157, aa. 1
et 4 à 15 et
1959-1960,
a. 429b, ab.

6. Les articles 1 et 4 à 15 du chapitre 157 des lois de 1959-1960 ainsi que l'article 429b de la Loi des cités et villes édicté pour la ville de Saint-Bruno-de-Montarville par l'article 3 du chapitre 157 des lois de 1959-1960 sont abrogés.

Effet
d'exception

7. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

8. La présente loi entre en vigueur le 12 juin 1984.